

*En attendant les dividendes de la révolution***Les attentes à l'égard d'une meilleure qualité de vie, d'un côté, et le manque de décision des gouvernements pour appliquer des réformes, de l'autre, marquent la situation économique des pays d'Afrique du Nord.****ENTRETIEN** avec *Emanuele Santi et Lahcen Achy* par *Jordi Bertran*

Après les révoltes sociales de ces deux dernières années, les citoyens d'Afrique du Nord et du Proche-Orient attendent maintenant avec impatience « les dividendes de la révolution ». Ainsi définit Emanuele Santi, économiste de la Banque Africaine du Développement, les énormes attentes à l'égard d'une meilleure qualité de vie que les populations de ces pays désirent combler au cours de 2013. En même temps, les gouvernements de la région, dont beaucoup sont nouveaux et sans expérience, semblent hésiter devant la pression de devoir appliquer des réformes en profondeur dans leurs modèles économiques visant à garantir une croissance, mais aussi une meilleure inclusion sociale et une meilleure redistribution des revenus. Ces sujets ont été affrontés par les économistes Emanuele Santi et Lahcen Achy au cours du IX North Africa Business and Development Forum (NABDF), organisé par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) et la Chambre de Commerce de Barcelone le 19 novembre 2012, à Barcelone.

Les cinq axes de la réforme

Selon Lahcen Achy, chercheur auprès du Carnegie Middle East Center basé à Rabat, le chômage et les inégalités sociales constituent, aujourd'hui, les principales priorités. Afin de les aborder, il croit nécessaire réformer le modèle économique dans la région sur cinq axes : renforcer le secteur privé et l'appui aux entrepreneurs pour créer de



Lahcen Achy, chercheur auprès du Carnegie Middle East Center, au IX NABDF. Barcelone, 19 novembre 2012. /IEMED

nouveaux emplois ; réformer la fiscalité pour assurer l'inclusion sociale ; définir des politiques industrielles accompagnées d'une augmentation des investissements ; développer le capital humain avec des systèmes de formation, liés à la fois à la promotion d'un esprit plus critique ainsi qu'à un renforcement de l'employabilité sur le marché du travail ; mettre en œuvre des politiques de développement et de solidarité entre régions et villes ; et porter à terme l'intégration économique des pays d'Afrique du Nord. Mais achever ces réformes ne sera pas facile parce qu'elles représentent un changement structurel profond et la mise en marche de mesures impopulaires. « Dans les cas de la Tunisie et de

l'Égypte, les gouvernements espèrent compléter les nouvelles constitutions et célébrer des élections et pour cela ils n'accélèrent pas les réformes, pour éviter de répandre le mécontentement. Dans le cas du Maroc, le nouveau gouvernement veut agir de manière progressive, mais le temps ne joue pas en sa faveur ». Ainsi, un des problèmes les plus épineux est la réforme de la politique de subventions qui représente un coût exagéré pour ces pays. « Mais aucun gouvernement de la région affronte cette question. Ils sont tous en déficit. Le Maroc, du 6 %, la Tunisie est proche du 7 %, l'Égypte du 10 % et la logique actuelle est d'augmenter. Mais bientôt ils ne pourront pas faire appel à l'endettement ».

Nous sommes désormais dans une logique électorale et non pas de croissance inclusive

LAHCEN ACHY

Selon Achy, face à l'inactivité et le manque de communication de la part des gouvernements sur leurs programmes, les investissements privés se retirent et ne créent pas d'emplois. En même temps, les seuls qui bénéficient de cette situation sont les secteurs les mieux structurés et organisés de la société, qui ont les moyens pour faire pression sur les gouvernements, et obtiennent, par exemple, des augmentations de salaire. « Nous sommes désormais dans une logique électorale et non pas de croissance inclusive ». Pour cela, il est important que « la société civile, les *think-tanks* et la presse indépendante dénoncent les mesures populistes à court terme et les tentations autoritaires et fassent pression pour que des politiques crédibles soient approuvées. La crédibilité sera, en effet, le problème principal pour les gouvernements. Ils doivent éviter la tendance à ne pas impliquer la société dans leurs décisions et s'engager pour une communication transparente et de participation ».

Selon cet économiste marocain, l'horizon doit se situer en 2020, parce qu'on parle « d'une transition qui va changer la nature des régimes et les relations entre population et gouvernement. En 2020, si nous avons réformé le tissu industriel, le secteur de l'éducation et avancé dans la décentralisation... nous aurons alors triomphé ».

Une marge de manœuvre réduite

Emanuele Santi, responsable de l'Afrique du Nord auprès de la Banque africaine de développement, considère que l'urgence avec laquelle les sociétés exigent leurs « dividendes de la révolution » contraste



Emanuele Santi, responsable de l'Afrique du Nord auprès de la Banque africaine de développement./IEMED

avec la faible capacité des gouvernements de mettre en œuvre les changements nécessaires dans le domaine économique. Pour cet économiste italien basé en Tunisie, le difficile contexte politique actuel a, en outre, contribué à ralentir les décisions des gouvernements, qui ont une marge de manœuvre très réduite.

Santi signale qu'accroître l'investissement public et la croissance, ainsi que faciliter l'accès au financement et garantir des opportunités au secteur privé, constituent les réformes les plus urgentes. À moyen terme, il estime que les subventions devraient être redéfinies afin de réduire leur quantité, mais surtout pour optimiser leur distribution. « En Tunisie elles représentent le 6 % du PIB et le 20 % de leur destinataire est riche ». D'autre part, il faut avancer dans la transformation structurelle des économies. C'est à dire, la diversifica-

tion des marchés et des produits, la réforme de l'éducation et de la formation professionnelle, l'amélioration de l'environnement des entreprises et donner un élan au secteur financier et bancaire. Parmi les secteurs qui peuvent stimuler la croissance, il cite l'énergie et l'industrie minière (en Algérie et en Lybie), les énergies renouvelables (au Maroc, en Tunisie), les services et le secteur bancaire et des TIC, la consommation domestique, et aussi l'agriculture, pourvu que l'accès au marché commun européen soit élargi. Ses recettes passent aussi par l'intégration économique de l'Afrique du Nord, en nous offrant un exemple : 300 000 chômeurs tunisiens (le 40 %) pourraient être absorbés par le marché du travail libyen qui a perdu, après la chute de Kadhafi, la main-d'œuvre représentée par les Subsahariens et les Asiatiques. ■